

Taxes, bas salaires, licenciements, casse des services publics, misère, y en a ras-le-bol : empêchons définitivement les patrons et les riches de se gaver sur notre dos !

La hausse des taxes sur le gazole, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mais notre ras-le-bol est bien plus profond. Car si on n'arrive plus à boucler les fins de mois, ce n'est pas seulement à cause de ça.

Il y a aussi la TVA (20% du prix de nos achats), les bas salaires, les licenciements, les minima sociaux de misère, les loyers qui augmentent. Il y a les services publics qui ferment (poste, hôpitaux, école...). Et ça rime avec : suppressions d'emploi, baisse de la qualité, hausse des prix, des kilomètres à faire pour y accéder. On a du mal à se soigner, car la Sécu rembourse de moins en moins. Et pourquoi ? Parce que les gouvernements font des cadeaux au patronat en diminuant les cotisations sociales qui financent la Sécu.

Face aux manœuvres du gouvernement, s'organiser pour fixer nos revendications

Le gouvernement cherche à casser le mouvement en mettant en avant des actes racistes, homophobes ou sexistes (qui sont le fait de petites bandes d'extrême-droite), pour le discréditer.

Nous devons dire bien clairement que nous mangeons pas de ce pain-là. Les gens qui s'enrichissent sur notre dos, ce sont les patrons. Ce ne sont pas nos collègues de travail, quel que soit leur couleur de peau, leur religion ou leur nationalité : ils en bavent comme nous pour joindre les deux bouts.

Le pouvoir cherche aussi à sélectionner quelques « leaders » pour « négocier » avec eux et nous avoir.

Pour éviter toute trahison, il faut faire comme les copains gilets jaunes de Commercy (Meuse) : se réunir pour fixer démocratiquement nos revendications et interdire à qui que ce soit de parler en notre nom sans mandat clair. Les décisions doivent se prendre en AG, avec tout le monde et vote à main levée.

Faire entrer tou-t-e-s les salarié-e-s, privé-e-s d'emploi, retraité-e-s dans la bagarre

Les médias cherchent à opposer « gilets jaunes » et syndicats. On ne va pas se faire avoir à leur petit jeu. Oui, ça nous fout la rage de voir les chefs des grandes centrales syndicales ne pas appeler à se joindre au mouvement. Mais on sait bien que, à la base, nos collègues syndiqué-e-s, ils sont avec nous.

A Perpignan, les copains gilets jaunes sont allés voir l'Union Locale (UL) CGT pour lui demander de se joindre au mouvement. Et ils ont été bien reçus. Il faut le faire partout : aller voir les délégués syndicaux dans nos boîtes, les Unions Locales, etc. C'est ça le chemin pour être des millions dans la lutte.

D'ailleurs, il y a déjà des syndicats qui soutiennent le mouvement ou y rentrent : FO Transport, la CGT Total, l'UD CGT 43, USTM CGT 38, des syndicats de boîte. A La Mède, les travailleurs-ses de la raffinerie TOTAL, à l'appel de la CGT, sont allés bloquer en gilets rouges avec des copains les gilets jaunes.

Et, dans tous les syndicats, il faut faire pression à tous les niveaux pour un appel clair à la grève jusqu'à satisfaction des revendications. C'est maintenant qu'il faut y aller tous ensemble !

Pour dégager Macron et les patrons, grève et blocage général !

Pour gagner, il faut aller vers le blocage de l'économie, vers la grève générale. De la colère, y en a partout : SNCF, routiers, La Poste, la métallurgie, les raffineries, l'éducation nationale, les hôpitaux,...

Il faut s'écouter et unir toutes nos colères en un seul grand mouvement qui balaye Macron, mais aussi tout gouvernement au service des patrons, de droite, d'extrême-droite ou de la pseudo-gauche libérale qui fait une politique de droite. Nous ne pouvons avoir confiance qu'en nous-mêmes et nos délégué-e-s.

Un pouvoir des travailleurs-ses, anticapitaliste, féministe, antiraciste, écologiste, déciderait :

- suppression des taxes sur les carburants et de la TVA ; hausse des impôts sur les patrons et les riches
- augmentation générale salaires et minima sociaux de 400 euros pour tout-e-s
- annulation du CICE (40 milliards d'euros de nos impôts versés par Macron aux patrons)
- abrogation des lois Travail 1 et 2 ; interdiction des licenciements
- abrogation du pacte ferroviaire (fermeture des petites lignes, hausse des prix, casse du statut,...)
- expropriation sans indemnité des sociétés autoroutes, Total, de toute entreprise qui ferme ou licencie
- embauche massive au statut dans les services publics utiles (hôpitaux, crèches, Poste, écoles, etc.)
- abrogation des réformes Blanquer du bac, des lycées et de Parcoursup
- régularisation de tout-e-s les sans-papiers pour empêcher les patrons de les surexploiter
- égalité salariales hommes-femmes et combat collectif contre les violences sexistes et sexuelles